

# Charte "Soirées festives"

**Nous soussignés** ....., ....., .....

**Comité organisateur** .....

**Certifions qu'en adhérant au projet charte «soirées festives», nous nous engageons:**

- 1) À être sensibles à la (sur)consommation d'alcool et à être plus particulièrement attentifs aux mineurs. (\*)
- 2) À proposer de l'eau gratuitement.
- 3) À être attentifs à l'âge des jeunes qui fréquentent la soirée. (\*)
- 4) À être attentifs au degré d'alcool des boissons proposées.
- 5) À diffuser des messages de prévention dans un endroit visible.
- 6) À ne cautionner aucune consommation de drogues.
- 7) À maintenir la tranquillité aux abords de la salle.
- 8) À nous abstenir de faire référence à toute boisson alcoolisée dans la publicité (affiches, flyers, pub radio...)
- 9) À prendre connaissance du « Vade Mecum des soirées festives ».

L'objectif de cette charte est de viser à la réduction des risques liés à la consommation d'alcool pris principalement par les jeunes lors de leurs sorties et en aucune façon de supprimer la fête en elle-même. En y adhérant, notre comité organisateur s'inscrit dans cette volonté commune de prévention.

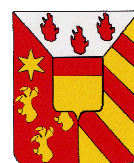
Signatures

Responsable de soirée



Pour le Conseil de Prévention

Responsable communal



Commune de Tintigny

Parce que l'organisation d'une soirée engage toujours quelque part votre responsabilité, la prévention est aussi un rôle que vous avez à jouer.

(\*) La législation concernant la fourniture d'alcool aux mineurs d'âge est double : il s'agit, d'une part, de l'arrêté loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse et, d'autre part, de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente.

#### Arrêté loi du 14 novembre 1939

Art 4 : Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 50 francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque sert des boissons enivrantes à une personne manifestement ivre. Si celle-ci est âgée de moins de 18 ans, la peine est doublée.

Art 5 : Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours et d'une amende de 26 à 50 francs, ou de l'une de ces peines seulement, les cabaretiers et débitants ainsi que leurs préposés qui, sans motif plausible, servent des boissons enivrantes à un mineur de moins de 16 ans.

#### Loi du 28 décembre 1983

Art 13 : Le fait de servir, même à titre gratuit, à des mineurs des boissons spiritueuses à consommer sur place est interdit dans les débits de boissons.

La vente et l'offre, même à titre gratuit, à des mineurs de boissons spiritueuses à emporter sont interdites.

Sont considérées comme boissons spiritueuses :

- les alcools éthyliques qui dépassent 1,2° vol.

Bon à savoir : les alcopops avec leur 4 à 7° vol entrent dans cette catégorie.

- les vins, cidres et autres boissons fermentées qui dépassent 22° vol.

Bon à savoir : les bières n'entrent pas dans cette catégorie.

Par ailleurs, la présence de tout mineur de moins de 16 ans non accompagné de son père, sa mère ou de la personne à la garde de laquelle il a été confié est interdite (art 1 de la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation morale de la jeunesse).